



China Institute

Economics - Politics - International Relations

Les défis de l'urbanisation grandissante de la Chine

Laurent Hou

Le China Institute est un groupe de réflexion français qui se consacre aux questions de civilisation, d'économie, de politique intérieure et de relations internationales liées à la Chine. Son fonctionnement est fondé sur les valeurs d'indépendance, d'équilibre, d'audace et de diversité.

L'objectif du China Institute est de proposer des analyses pertinentes et originales aux décideurs et citoyens et d'être une force de proposition dans l'espace public intellectuel et politique. Le China Institute a également pour ambition de favoriser et renforcer le dialogue entre la Chine et le reste du monde, en particulier la France.

Présidé par Éric Anziani, le China Institute est une association loi 1901, indépendante, non gouvernementale et à but non-lucratif.

Les travaux du China Institute sont disponibles en téléchargement libre à l'adresse suivante :

www.china-institute.org

Le China Institute veille à la validité, à la pertinence et à la qualité de ses publications, mais les opinions et jugements qui y sont exprimés appartiennent exclusivement à leurs auteurs. Leur responsabilité ne saurait être imputée ni à l'Institut, ni, a fortiori, à sa direction.

Le présent document relève de la propriété intellectuelle de son ou ses auteur(s). Toute représentation ou reproduction totale ou partielle et toute modification totale ou partielle sans le consentement de son ou ses auteur(s) sont interdites. Les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information sont autorisées sous réserve de mentionner le nom de l'auteur ou des auteurs et de la source.

Les villes, matrices du développement chinois : une cristallisation des défis futurs de la Chine et de l'économie mondiale ?

En 2007, le taux d'urbanisation dans le monde a atteint les 50%, confirmant la vocation de la condition humaine à devenir une « *condition urbaine* »¹. Si la Chine ne compte en 2009 que 45% d'urbains, ce chiffre masque une dynamique de très forte croissance des villes chinoises et de leur population, qui ne représentait que 10,6% de la population du pays en 1949 et 26,9% en 1989. Or, rapportée à l'immensité territoriale et surtout démographique de la Chine, cette évolution donne le tournis. Certaines estimations prédisent en effet à la Chine trois cent cinquante millions d'urbains supplémentaires d'ici à 2025, ce qui aboutirait à une population citadine d'un milliard de personnes, ainsi qu'à la création d'un réseau de 221 villes de plus d'un million d'habitants, dominé par six mégapoles d'au moins vingt millions d'habitants. La démesure du phénomène a fait dire à Joseph Stiglitz que les deux défis qui joueront un rôle moteur dans l'économie mondiale du XXIème siècle seront l'urbanisation de la Chine et les nouvelles technologies aux États-Unis².

L'accélération du développement urbain chinois est par conséquent cruciale pour l'avenir de ce pays, mais aussi pour celui de l'économie mondiale, influencée par le poids croissant de la Chine. Ce processus comporte de multiples facettes. Rappelons à ce propos qu'il est bien difficile de définir la ville et que sa définition est un enjeu en

¹ Mongin O. (2005), *La condition urbaine*

² Propos tenus en 1999 lors d'un symposium organisé à Pékin sur le thème de l'urbanisation en Chine, http://www.bjreview.com.cn/exclusive/txt/2008-09/17/content_152344.htm

soi, notamment sur le plan politique, car « *l'accession au statut urbain permet à un district de jouir de nombreux avantages administratifs : attirer des investissements étrangers, ouvrir une zone de développement technologique, en tirer prétexte pour expulser de nombreux paysans*³ ». L'urbanisation se traduit par un changement dans les modes de vie, lui-même augure de nombreuses conséquences. Va-t-on observer l'apparition d'une classe moyenne urbaine chinoise ? Si oui, quels seront ses modes de vie et de consommation ? Des métropoles mondiales vont-elles émerger ? Selon quel(s) mode(s) l'urbanisation de la Chine se poursuivra-t-elle ? De quels défis sociaux et politiques l'urbanisation de la Chine est-elle porteuse ? La myriade d'enjeux environnementaux, indissociables du développement du pays, sera-t-elle prise en compte ?

L'urbanisation en Chine depuis 1949

Les héritages maoïstes

Les campagnes chinoises ont constitué le terreau du maoïsme. Le Parti communiste chinois (PCC) s'est en effet essentiellement appuyé sur un mouvement rural, notamment pour mettre sur pied l'Armée populaire de libération, d'où une valorisation des campagnes au détriment des villes. Cette conception fait partie des mythes fondateurs de la nation communiste chinoise. De 1949 à 1959, les communistes n'ont pas encore pris de dispositions particulières à l'encontre des villes et le taux d'urbanisation croît de 7 à 10% par an, alors que le pays panse les plaies des guerres civiles et de l'occupation japonaise. Les villes sont cependant stigmatisées, car elles apparaissent comme des traîtresses qui se sont vendues aux puissances étrangères et se sont adonnées au capitalisme, Shanghai la cosmopolite à leur tête. Après le Grand Bond en avant: les villes chinoises connaissent donc une croissance négative en 1960 et 1961, la priorité ayant été donnée aux campagnes qui devaient être les lieux de

³ Gipouloux F. (2006), Attractivité, concurrence et complémentarité : la place ambiguë des villes côtières chinoises dans la dynamique économique du corridor maritime de l'Asie de l'Est, *Outre-Terre* n°15

l'industrialisation de la Chine, avec des résultats discutables. De 1966 à 1976, pendant la Révolution culturelle, les villes voient certes leur population augmenter (2% par an en moyenne), mais de façon moins rapide que les campagnes. En 1979, le taux d'urbanisation de la Chine est d'à peine 20%, mais, à partir de ce moment-là, la croissance urbaine reprend réellement, avec une accélération à partir de 1982, qui permet aux taux de revenir à la hauteur de ceux des années 1950⁴. C'est à cette date que les communes populaires sont abolies et que les contrôles d'accès aux villes sont relâchés. Dans la période d'ouverture et de réformes économiques qui suit, les villes redeviennent des pôles attractifs et des pourvoyeurs d'emplois. Malgré cela, des mécanismes de contrôle subsistent.

Forgé en 1958, le *hukou* (户口), livret d'enregistrement qui lie une personne à un lieu de résidence, figure au cœur du dispositif de contrôle de l'urbanisation. Fournir le *hukou* approprié est nécessaire pour obtenir un logement, trouver un emploi ou accéder au système de santé et d'éducation. Ce livret est par ailleurs décliné en deux catégories : les *hukou* ruraux, ou « agricoles » et les *hukou* urbains, ou « non-agricoles ». Cette classification interdit aux titulaires d'un *hukou* rural de travailler en ville. C'est cette organisation qui empêche les migrations spontanées des campagnes vers les villes. Les migrants devaient donc figurer dans le plan socio-économique du gouvernement pour aller vivre en ville de façon légale. Le système n'a été assoupli que dans les années 1980 – la réforme la plus importante a eu lieu en 1985 – ainsi qu'après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001.

Si le *hukou* a créé deux catégories de citoyens et fait l'objet de disputes entre experts sur les plans éthique et économique, ses impacts sur les villes chinoises, positifs comme négatifs, sont nombreux. L'absence de bidonvilles au sein des villes chinoises est directement liée au contrôle des migrations de la campagne vers la ville. Cette vertu distingue les villes chinoises des cités des autres pays en développement.

⁴ Gentelle P., <http://asiiep.free.fr/chine/chine-urbanisation-88-92.html>

Cette situation suscite des louanges : l'ONU⁵ et la Banque mondiale ont récemment cité la Chine comme modèle en matière d'urbanisation⁶, et plusieurs villes chinoises ont été récompensées par le programme Habitat des Nations Unies. Cependant, un tel résultat est autant dû au dispositif coercitif du *hukou* qu'aux mesures sociales, ce qui pose au passage la question de savoir si l'on peut réellement faire de la Chine un modèle, tant la situation des villes chinoises est marquée par la singularité de l'histoire et de la politique du pays.

Réformes et urbanisation

L'exemple le plus célèbre de la nouvelle orientation politico-économique de la Chine est la création des Zones économiques spéciales (ZES). Dès 1980, les villes de Shantou, Zhuhai, et Shenzhen, situées dans le Guangdong, ainsi que Xiamen dans le Fujian, deviennent des laboratoires de l'économie de marché en Chine, avec le développement des investissements étrangers et la création de *joint-ventures*. Ce développement a lieu à l'ombre de Hong Kong, véritable plaque tournante des investissements étrangers vers la Chine, et profite à la ville de Canton, capitale du Guangdong. Cette expérience s'avère concluante, si bien qu'en 1984, quatorze autres villes acquièrent le statut de ZES et qu'en 1988, toutes les villes côtières de Chine s'ouvrent.

En 1990, c'est au tour de Shanghai de tirer son épingle du jeu, avec la création de la nouvelle zone de Pudong, qui marque le début d'une revalorisation des grandes villes par le pouvoir chinois. Cette création coïncide avec l'ascension de Jiang Zemin, devenu secrétaire général du PCC en 1989 avant d'accéder également à la présidence de la République en 1993. Or ce dernier appartient à l'élite urbaine shanghaienne. Élu maire de Shanghai en 1985, il mène une politique favorable aux métropoles chinoises, en particulier Shanghai. Pékin ne tarde pas à suivre le mouvement et l'ouverture dans la capitale du premier fast-food Mac Donald's en 1991 symbolise alors la nouvelle

⁵ <http://www.acad.asso.fr/?La-Chine-un-modele-urbain-a-suivre>

⁶ Banque mondiale, <http://go.worldbank.org/HVJ1Q0A90>

voie empruntée par les villes chinoises. Enfin, avec la rétrocession de Hong Kong en 1997, c'est un grand pôle urbain mondial qui bascule dans le giron chinois.

L'urbanisation apparaît comme une voie de développement pour le pays et une priorité dans l'agenda politique. Un communiqué de l'ambassade de Chine en France en 2001 stigmatise le faible taux d'urbanisation en Chine – 31%, soit 14% de moins que la moyenne mondiale. Il s'agit d'un retard que le pays se doit de rattraper : « *Augmenter ce taux constitue donc une tâche dure et de longue haleine à accomplir pour la modernisation de la Chine*⁷ ». Le gouvernement chinois fait donc le choix de l'urbanisation, et s'oriente vers une voie de développement urbain qui repose sur la concentration. Constituer des pôles urbains puissants est un enjeu important pour le pays, qui pourra, à travers eux, affirmer son rôle dans l'économie mondiale, notamment en développant des activités à forte valeur ajoutée dans des villes qui devront être attractives pour se mêler à la compétition des grandes métropoles mondiales. De plus, une « *véritable culture urbaine qui valorise la densité*⁸ » et de fortes contraintes environnementales poussent aussi à la concentration : la Chine ne dispose que de 7% des terres cultivables au monde pour 22% de la population. Il s'agit de préserver cette ressource. Une urbanisation dense permet de réduire les coûts de transport et de chauffage, d'où une efficacité énergétique plus élevée. Enfin, ce choix de concentration a un versant symbolique : il rend plus visible la puissance, matérialisée par des gratte-ciels, des quartiers d'affaires et commerciaux modernes.

La volonté politique d'accompagner le mouvement d'urbanisation a conduit à une réhabilitation de l'urbanisme, afin de mettre en chantier des projets à la hauteur des nouvelles ambitions de la Chine. Son utilité économique n'est plus mise en doute : « *Les villes coûtent cher à moderniser et à modifier une fois qu'elles sont construites*⁹ ». Différents courants se forment. Le discours insiste souvent sur la notion d'harmonie, qui était le thème central du forum urbain mondial de Nankin de 2008. À travers cette notion, il s'agit essentiellement de concevoir un urbanisme moderne,

⁷ <http://web.amb-chine.fr/Documents/2001/05171.htm>

⁸ Doulet J.-F., <http://villeschinoises.blogspot.com/>

⁹ <http://go.worldbank.org/HVJIJQ0A90>

soucieux de l'environnement et de la bonne gestion de l'espace public. L'harmonie passe également par la préservation du patrimoine ancien, qui ne doit pas exclure modernisation et recomposition du tissu urbain. Ce mot d'harmonie, véritable leitmotiv en Chine, demeure vague et recouvre de nombreuses réalités différentes. Quelques projets emblématiques ne sauraient être représentatifs du pays dans son ensemble, car ils ne constituent que la partie émergée de l'urbanisation chinoise : celle que l'on montre pour séduire les autres pays. Le processus d'urbanisation est complexe, c'est un phénomène national mais ses déclinaisons locales sont multiples.

Les nouveaux enjeux du processus d'urbanisation

Les bouleversements de la croissance des villes

À la fin de l'année 2008, 46% de la population chinoise vit en milieu urbain¹⁰, un taux qui se situe dans la ligne des objectifs fixés par la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) en 2006¹¹. Cette dernière visait un taux d'urbanisation de 47% à l'horizon 2010, soit une population de près de 640 millions, ce qui représente un humain sur dix. La tendance est vouée à se prolonger au cours des deux prochaines décennies. On estime ainsi que la population urbaine chinoise atteindra un milliard d'habitants en 2030, sous l'effet de la natalité et surtout des migrations intérieures, alors que plus de dix millions de Chinois chaque année sont reclassés du statut de ruraux à celui d'urbains¹². Si les regards étrangers se portent surtout sur les grandes villes telles que Beijing ou Shanghai, 40% de l'expansion urbaine chinoise se produira dans des villes dont la population est comprise entre un million et demi et cinq millions d'habitants¹³. Au-delà des chiffres se profile une réalité de défis et d'urgences auxquelles les autorités, les entreprises et la société dans son ensemble, doivent répondre pour assurer les meilleures conditions de vie au plus

¹⁰ http://www.cpir.org.cn/news/rkxw_gn_detail.asp?id=10684

¹¹ CPPCC (2006), *Facts and figures: China's main targets for 2006-2010*

¹² Devan J., Negri S., Woetzel J.R. (2008), Meeting the challenges of China's growing cities, *The McKinsey Quarterly*, n°3

¹³ *ibid.*

grand nombre. L'ampleur du phénomène est sans précédent et celui-ci s'accompagne de changements profonds pour la société chinoise et son environnement.

Une société urbaine en mutation

La société chinoise a connu plusieurs bouleversements au cours des trois dernières décennies : vieillissement de la population, démantèlement du système d'encadrement maoïste¹⁴, croissance des revenus¹⁵, ou encore émergence de la génération des « *petits empereurs* » choyés par leur famille. Ces leviers ont favorisé l'apparition de nouveaux comportements et habitudes. Ceci est aussi vrai dans les villes, où les revenus moyens sont significativement plus élevés (1 207 \$ par an contre 572 \$ pour les ruraux) qu'en milieu rural. Les attitudes des Chinois urbains, en tant que consommateurs et citoyens, évoluent en corrélation avec ces changements auxquels pouvoirs publics et planificateurs urbains doivent s'adapter. De nouvelles demandes émergent, comme celle de « *nature* » - surtout dans les classes moyennes et supérieures - dont la croissance du marché bio intérieur¹⁶ n'est qu'une illustration parmi d'autres. On peut y voir une réaction aux scandales alimentaires qui ont secoué le pays, dont notamment l'affaire du lait en poudre de la société Sanlu (2008).

Un environnement à rude épreuve

Outre l'espace restreint dont elle dispose pour bâtir ses villes tout en épargnant ses terres arables, la Chine est confrontée à de nombreux problèmes environnementaux. D'après un rapport conjoint de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la santé paru en 2007, seize villes parmi les vingt plus polluées au monde se trouvent en Chine¹⁷. C'est dire le degré de pression auquel est soumis l'environnement.

¹⁴ qui offrait aux travailleurs une protection sociale

¹⁵ Reuters (24/01/2008), <http://in.reuters.com/article/asiaCompanyAndMarkets/idINPEK1715020080124>

¹⁶ Pour aller plus loin : China Institute (2009), *Le Bio : une chance pour la Chine et son agriculture ?*

¹⁷ Ambassade de France en Chine (2009), *La Chine en chiffres*

La Chine est devenue le second consommateur d'énergie au monde, derrière les États-Unis, et 70% de cette énergie sont fournis par le charbon. La croissance chinoise s'appuie à plus de 90% sur les énergies fossiles¹⁸ et la Chine est maintenant le principal émetteur de gaz à effet de serre¹⁹. Pour accueillir ses nouveaux urbains, la Chine devra construire, d'ici 2025, plus de trente milliards de mètres carrés de logements urbains²⁰. Malgré ses réserves importantes, la Chine doit donc répondre à des besoins croissants²¹. Dans un tel contexte, le gouvernement chinois a décidé de mettre l'accent sur l'usage efficient des ressources, notamment grâce à une soigneuse planification. Il convient d'éviter les déchets et les coûts superflus qui vont souvent de pair avec un développement urbain chaotique.

Au premier rang de ces difficultés figure la question de l'accès à l'eau potable. Dans la région surmenée de Shenzhen, les météorologistes ont remarqué une chute significative des précipitations au fur et à mesure de la construction de gratte-ciels²². Aujourd'hui, on estime que les nappes phréatiques de 90% des villes sont impropres à la consommation, et que 750 000 personnes meurent chaque année de maladies liées à la pollution de l'eau ou de l'air²³. Diverses formes de pollution accablent le delta de la rivière des Perles. Le développement urbain rapide a produit un *smog* persistant au-dessus des villes qui pénètre les poumons des habitants. Habiter à Lanzhou, dans la province du Gansu (centre-ouest) équivaut à fumer un paquet de cigarettes par jour²⁴.

Les problèmes de pollution auxquels les villes doivent faire face ne s'arrêtent pas à leurs frontières. On ne peut négliger les interactions de la ville avec son environnement immédiat et plus distant. Les flux de matières premières et de déchets, ainsi que la croissance par absorption des zones périurbaines ont d'importants impacts environnementaux. À une autre échelle, la pollution chinoise crée des tensions avec les voisins coréen et japonais, qui pâtissent des émissions massives de dioxyde de soufre

18 US Energy Information Administration (2006), *Country Analysis Briefs : China*

19 Rogers S. (2009), World emissions, by country : can the Copenhagen Summit bring these down ?, *The Guardian*

20 Xinhua News Agency (2006), *China launches massive reconstruction of buildings for energy saving*

21 Chen J.J. & Will, D. (1999), *The Impact of China's economic reforms upon land, property and construction*

22 Larson C. (2008), *Thirsty Chinese cities getting drier as skyscrapers rise*

23 Ibid.

24 Ibid.

en provenance de la République populaire²⁵. Cette pollution découle en partie de la forte intensité énergétique du développement urbain chinois. Dans un contexte de demande croissante et de probable stagnation, voire déclin, de l'offre à moyen terme, la Chine n'est pas à l'abri d'une hausse des prix de l'énergie, ce qui, en plus des problèmes de pollution, devrait inciter les dirigeants à réduire le coût énergétique du développement urbain.

L'heure des choix pour les acteurs de l'urbanisation

Les villes chinoises : de nouveaux enjeux de gouvernance

L'urbanisation chinoise transforme la société. En concentrant la population, elle favorise le partage de l'information, et les regroupements de personnes capables de s'organiser pour porter un projet ou défendre des intérêts communs. La ville est le lieu du politique par excellence : c'est à la fois un lieu de négociation et un lieu de tensions, comme en attestent les malheureux événements de Tiananmen en 1989. Actuellement, ce sont essentiellement les urbains qui prennent position sur les principaux sujets politiques. L'urbanisation est un défi majeur de gouvernance. Le pouvoir va-t-il se crispier face à ces enjeux ou ouvrir des fenêtres de négociations ? La réponse n'est pas encore connue, et la solution chinoise sera peut-être inédite, distincte aussi bien d'une libéralisation sur le modèle des démocraties occidentales, que d'un retour à une dictature maoïste « dure ». On assiste, par exemple, à une multiplication des expériences de consultation populaire, notamment dans les villes, qui aboutissent à des situations de « *dictature délibérative*²⁶ ». On ignore si cette voie est susceptible d'être généralisée et de constituer une alternative viable.

²⁵ Rosen D.H., & Houser T. (2007), *China Energy : a guide for the perplexed*

²⁶ Leonard M. (2008), *Que pense la Chine ?*

Le premier enjeu de la gouvernance urbaine réside sans doute dans un éventuel assouplissement, voire d'une suppression, du système du *hukou*. «*Dans un contexte où la mobilité apparaît comme le nouveau paradigme de l'urbanisation chinoise, il paraît logique voire inévitable d'assouplir le système du hukou*²⁷ ». S'il demeure la règle en vigueur, son application factuelle est souple : les travailleurs migrants – il y en aurait cent cinquante millions – sont tolérés par le gouvernement, parfaitement conscient de leur importance dans l'économie du pays. Le Premier ministre Wen Jiabao a ainsi officiellement déclaré : «*Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer toute ma gratitude envers nos travailleurs migrants*²⁸ ». Une réforme du système serait donc logique, mais celle-ci devra sans doute s'accompagner d'efforts très importants pour que les villes puissent absorber les flux de population, notamment sur le plan des services urbains.

La vie urbaine a fait considérablement évoluer les mœurs de la société des villes chinoises. Le divorce y est de plus en plus courant et la famille y pèse moins lourd que dans les campagnes. À Shanghai et dans les villes du sud du pays, l'homosexualité est de moins en moins taboue, et les communautés gays s'organisent. L'attitude des autorités est ambiguë, et semble consister en la stratégie du «*no comment*», en laissant faire sans jamais encourager ou prendre position.

Le développement urbain de la Chine à partir de 1978 a eu lieu dans un contexte de transfert du pouvoir des autorités centrales vers les autorités locales. Ce mécanisme a rendu possible les investissements étrangers ainsi que la privatisation de l'économie chinoise. Il apparaît comme un facteur majeur de réussite de l'urbanisation chinoise. D'après la Banque mondiale, «*en 2005, le degré de satisfaction des ressortissants chinois avec les gouvernements locaux a augmenté pour atteindre 72 %*²⁹ ». Mais peut-on vraiment se fier à cette statistique, alors que les mécontentements se cristallisent parfois sur internet et que les bureaux des plaintes recueillent de

²⁷ Doulet J.-F., <http://villeschinoises.blogspot.com/>

²⁸ http://www.chine-informations.com/actualite/wen-jiabao-preoccupe-par-le-chomage-des-travailleurs-migrants-en-chine_12485.html#ixzz0eZ4o9MDL

²⁹ <http://go.worldbank.org/HVJJIQA90>

nombreuses requêtes ? La décentralisation a eu de nombreux effets pervers : corruption de cadres locaux, collusion d'intérêts, porte ouverte aux mafieux... Comme l'a dit Deng Xiaoping : « *Quand on ouvre les fenêtres, les mouches entrent* ».

Le thème de la lutte contre la corruption occupe donc une place majeure dans la politique du gouvernement central, dont un autre rôle important est celui de la redistribution des richesses, alors que le réseau urbain chinois est marqué par de fortes inégalités au profit des villes littorales. Ces inégalités sont encore plus criantes lorsque l'on compare les villes aux campagnes, qui comportent encore 55% de la population. C'est dans ces espaces que les problèmes de pauvreté se posent avec l'acuité la plus forte. « *La croissance économique creuse en général le fossé entre les revenus moyens ruraux et urbains, et la Chine ne fait pas exception*³⁰ ». Face à la ville, les campagnes semblent définies par le manque : manque de services, manque d'opportunités... Une préoccupation importante de l'urbanisation est de gérer le lien entre les villes et les campagnes.

Si la croissance urbaine de la Chine a essentiellement eu lieu dans les petites et moyennes agglomérations, qui représentent 70% de la population urbaine, l'heure est maintenant au renforcement des pôles urbains. Le réseau urbain de la Chine contemporaine se caractérise par la spécialisation des différentes cités. Pékin apparaît comme la capitale politique, Shanghai comme le fleuron des industries de haute technologie, Hong Kong comme la ville de la finance. Les autres villes moins importantes sont souvent spécialisées dans quelques secteurs industriels, répartis différemment selon les provinces³¹. Mais le but actuel du gouvernement central, et plus encore des maires des plus grandes et puissantes villes du pays, est d'aboutir à la formation de grands pôles capables de concentrer des fonctions afin d'occuper une place de choix dans l'économie mondiale, dominée par le réseau des métropoles les plus puissantes. La Chine ambitionne de placer une ou deux villes dans le club des villes les plus influentes de la planète. Pékin et Shanghai sont, bien entendu, les deux

³⁰ White M. J., Wu F., Chen Y. P. (2008), Urbanization, Institutional Change and Social Inequality in China, 1990-2001, *Urban China in transition*

³¹ Batisse C., *Localisation des industries manufacturières et déséquilibres spatiaux*

grandes prétendantes pour se hisser à un tel niveau. La concurrence est très forte entre la capitale historique et la cité qui se présente comme la vitrine du développement économique chinois.

Quels défis et quelles opportunités pour les entreprises ?

Aujourd'hui, les défis posés par l'urbanisation frénétique de la Chine doivent être relevés par tous les acteurs de l'économie. À la croisée des chemins entre pouvoirs politique et économique, le puissant capitalisme d'État chinois doit tenter de créer une croissance urbaine aussi harmonieuse et « verte » que possible. Au fur et à mesure que la Chine évolue d'un système socialiste vers une économie de marché à part entière, la modernisation des entreprises d'État est une tâche herculéenne. Dans leur recherche d'équilibre entre une meilleure performance et le maintien du contrôle politique sur les entreprises, les dirigeants chinois font face à des choix délicats. Pour mener à bien des projets à l'échelle des métropoles chinoises, de grandes structures entrepreneuriales paraissent adaptées, mais elles doivent être guidées par des choix politiques et managériaux pertinents. Certains secteurs, comme le logement ou le traitement de l'eau et des déchets, contribuent au bien public et constituent des missions pour les entreprises d'État, en principe au service de l'intérêt général.

La réalité s'écarte parfois de ce tableau idéal. Un des exemples les plus connus de collaboration malheureuse entre entreprises d'État et groupes privés étrangers est celui de Dongtan, projet d'« éco-cité » en banlieue de Shanghai. Annoncé en fanfare³², le projet de Dongtan devait permettre de loger cinquante mille personnes pour l'exposition universelle de Shanghai en 2010, et cinq cent mille d'ici 2050. Le projet, géré par la firme britannique Arup sous contrat avec la Shanghai Industrial Investment Corporation, était considéré comme l'avant-garde d'une vague de construction de cités du même type dans les zones urbaines congestionnées de la République populaire. Aujourd'hui, la réalité est bien loin des objectifs annoncés. La ville n'a pas été

³² Kane F. (2005), British to help China build 'eco-cities', *The Guardian*

construite, et le projet semble bel et bien bloqué³³. Il y a deux raisons principales à cette impasse. La première est un conflit sur le financement³⁴. La seconde raison est la disgrâce du responsable du Parti communiste chinois de Shanghai, Chen Liangyu, condamné en 2008 à 18 ans de prison pour corruption et abus de pouvoir. Lors de la transition de pouvoir à Shanghai, le projet de Dongtan est passé à l'arrière-plan. Les grands projets d'« éco-cités » restent souvent à l'état de plans, et on peut supposer qu'une mise à jour des codes de construction existants pourrait être aussi bénéfique, voire plus, que la création de villes *ex nihilo*.

Si le capitalisme d'État chinois semble encore être le principal acteur des investissements d'urbanisation, il ne faut pas pour autant oublier le secteur privé national, lui-même en forte croissance et tourné vers les villes, terrains plus prometteurs que les campagnes, comme le montre le ralentissement de la croissance des entreprises privées chinoises en environnement rural entre les années 1980 et 1990³⁵.

Le développement des campagnes passe probablement par un développement plus responsable des villes chinoises. Les villes peuvent devenir un formidable laboratoire d'innovation, d'émulation, voire de formation avant de conquérir d'autres marchés, à l'étranger ou à l'intérieur des terres. L'activité privée urbaine est également une source d'emplois non négligeable, alors que de nombreux travailleurs gravitent à la périphérie des métropoles en vivant d'emplois précaires et peu rémunérés. Un renforcement du secteur privé chinois passe par – et peut également provoquer – une amélioration de la qualité des formations en Chine³⁶.

Rééquilibrer entre les prouesses de l'« atelier du monde », le manque d'intérêt actuel relatif pour la recherche et développement, la planification financière, la gestion de marque, le respect de l'environnement ou le souci de la bonne santé des employés,

³³ Moore M. (18/09/2008), China's pioneering eco-city of Dongtan stalls, *The Daily Telegraph*

³⁴ French P. & Webb T. (2009), Eci -towns in China : lessons from Dongtan, Huangbaiyu and Rizhao, *Ethical Corporation*

³⁵ Lee, J. (22/12/2009), China urbanization put on hold, *Korea Herald*

³⁶ Farrell D., Grant A.J. (2005), China's looming talent shortage, *The McKinsey Quarterly*, n°4, pages 70-79

est un enjeu de taille. Une implication dans des projets urbains vastes et durables peut permettre au secteur privé chinois de se tourner vers la création de valeur intangible, et ainsi de commencer à résoudre le problème croissant de surcapacité de la machine industrielle chinoise.

À l'heure actuelle, les principaux partenaires des autorités chinoises pour répondre aux défis de l'urbanisation, sont les grandes sociétés multinationales. Depuis le milieu des années 1990 et la prise de conscience des gouvernants chinois de l'état des réseaux de traitement et de distribution d'eau des grandes villes, certaines entreprises comme Veolia, Suez ou Thames Water ont ouvert des sites de traitement des eaux usées. Ainsi, Veolia est-elle aujourd'hui active dans vingt des trente-quatre provinces chinoises, employant onze mille personnes et fournissant de l'eau à trente millions d'urbains³⁷. Si de nombreuses entreprises étrangères choisissent de nouer des partenariats avec des sociétés chinoises afin de combler le fossé culturel³⁸, de nombreux défis n'en restent pas moins à relever, dans un pays et un environnement parfois davantage perçus comme une immense source d'opportunités que de responsabilités³⁹.

L'ampleur, peu commune, des projets urbains chinois et l'immense potentiel du marché intérieur ne doivent pas masquer l'étendue des ajustements nécessaires aux groupes étrangers de toute taille, pour s'adapter à la culture et au contexte chinois. Un environnement politique et juridique pour le moins atypique, associé au gigantisme urbain et à la myriade de besoins de tous types, peut détourner les entreprises étrangères de leur responsabilité dans l'établissement de bonnes pratiques sur le marché chinois. Le manque d'efficacité et de productivité, et la gestion approximative des déchets sont la source de la sous-performance de certains groupes occidentaux en Chine, tant en termes de production que de vente⁴⁰. Le succès des entreprises étrangères en Chine passera sans doute, sur le long terme, par une meilleure prise en

³⁷ Ma J. (2009), Marketising urban water supply in China? *Universitas 21 International Graduate Research Conference : Sustainable Cities for the Future*

³⁸ *ibid.*

³⁹ Lannin S. (2009), Foreign companies 'bribe' their way into China, *ABCNews*

⁴⁰ Hexter J. & Woetzel J.R. (2007), Bringing best practice to China, *The McKinsey Quarterly*, 2007

compte des particularismes locaux, et l'actuel développement urbain est à cet égard une formidable opportunité et une excellente source d'enseignements.



| contact@china-institute.org |